

Citoyens, la patrie est en danger.

Si 89 m'était conté...

Marianne ANDREUCCI

La guerre ! Le 20 avril 1792, la France révolutionnaire la déclare bien imprudemment au « roi de Hongrie et de Bohême », déclenchant par là, un an plus tard, une réaction de toutes les puissances féodales de l'Europe contre une France encore bien fragile.

Les défaites se succèdent et, le 11 juillet 92, le député Brissot lancera au pays tout entier la célèbre proclamation : « Des troupes nombreuses s'avancent vers nos frontières - tous ceux qui ont horreur de la liberté s'arment contre notre Constitution ; Citoyens, la Patrie est en danger ».

De tous les villages de France affluent les volontaires pour sauver la Révolution.



A Nanterre, ce sont 18 jeunes - artisans et ouvriers - qui succèdent aux premiers enrôlés d'avril 92. Au plus fort de l'enthousiasme révolutionnaire, quand le peuple exigeant la déchéance du roi prendra le Palais des Tuileries le 10 août 92, provoquant ainsi la proclamation de la République, la Municipalité présentera 100 hommes armés à l'Assemblée. Ils défilèrent aux cris de « Vive l'égalité, vive la Nation ».

Pourtant, une partie des mêmes se mutinera un mois plus tard, à Mons, en Belgique.

Ils diront que c'est à cause du refus de leur « commandant de leur laisser passer leur quartier d'hiver en famille ». Devant rendre leurs armes, ils disent que celles-ci leur ont sauvé la vie, qu'elles leur appartiennent

et qu'ils ne doivent rien à la Nation.

Comment alors expliquer leur geste ? N'oublions pas que la situation s'est améliorée en septembre 92 avec la victoire de Valmy. Ces hommes, dont certains sont fils de vigneron ou de cultivateurs, voient moins l'utilité de rester alors qu'il y du travail à faire au village.

Ils vont subir une première sanction de la part de leurs camarades du bataillon de Franciade (St-Denis) - revers et boutons d'habits arrachés, crâne tondu - ils devront regagner Nanterre sous bonne escorte en attendant d'être réintégrés de force dans les armées de la République.

Cet épisode va ralentir considérablement le zèle révolutionnaire dans la commune.

Quand, au printemps 93, il faudra recruter pour faire face aux soulèvements intérieurs (guerre de Vendée) et à la coalition extérieure, on ne trouvera que 20 Nanterriens sur les 27 exigés. Encore faudra-t-il doubler la prime d'engagement et fournir une aide aux femmes des volontaires.

— Ceux-ci sont de condition modeste - Ils écrivent ou font écrire à leur famille depuis les champs de bataille du Nord et de l'Est - lettres émouvantes où se mêlent des témoignages enthousiastes sur les armées de la République... « Je souhaite et j'espère n'être pas longtemps sans vous annoncer quelques grands succès » dira le capitaine Fontaine et, constat dramatique, « malgré la cession d'armes avec les chouans (1) Ils ne cessent de nous tuer du monde tous les jours », écrira François Payre à sa sœur. En même temps, ils s'enquerraient des nouvelles du pays - moisson à engranger, foin à rentrer... Mais, la guerre, ce sont aussi des charges financières et économiques - elles pèsent sur la municipalité et sur les habitants - emprunt forcé sur les riches, contribution volontaire - réquisitions du cuivre, du salpêtre (la poudre tyrannicide), des

La Patrie est en danger

chevaux, des cordonniers qui devront fournir 2 paires de souliers par décades (2), des forgerons pour les armes. On va jusqu'à supprimer la fabrication des petits gâteaux qui faisaient la réputation du village pour garder la farine pour le pain. On prend même les cloches de l'église pour faire de la monnaie, ce qui suscite un tollé de protestations - la population évoque la nécessité de 3 sonneries par jour.

— au lever du soleil pour les cultivateurs et journaliers,

— à 9 heures du matin pour avertir les nourrices et les enfants,

— à 2 h de l'après-midi pour les mêmes raisons qu'à 9 heures. On mesure là les difficultés d'adapter la vie quotidienne aux nécessités révolutionnaires et, le 15 avril 93, pour demander la fin de la guerre, on défilera dans les rues du village derrière une statue de la vierge parée de rubans tricolores. ■

(1) Paysans et petits seigneurs de l'ouest, partisans de la restauration monarchique.

(2) période de 10 jours remplaçant les semaines dans le calendrier révolutionnaire.